



42874

FRENCH

De l'accès à l'école aux acquis scolaires

Un travail en cours

Une évaluation de l'assistance de la Banque mondiale à l'éducation primaire



Résumé
analytique

LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Euvrer pour un monde sans pauvreté

Le Groupe de la Banque mondiale comprend cinq institutions : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Société financière internationale (SFI), l'Association internationale de développement (AID), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Sa mission est de lutter contre la pauvreté pour obtenir des résultats durables et d'aider les populations à se prendre en charge et à maîtriser leur environnement par la fourniture de ressources, la transmission de connaissances, le renforcement des capacités et la mise en place de partenariats dans les secteurs public et privé.

LE GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Renforcer l'efficacité du développement en procédant en toute indépendance à des évaluations de qualité

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) est une unité indépendante au sein du Groupe de la Banque mondiale. Elle comprend trois entités : l'IEG-Banque mondiale est chargé de l'évaluation des activités de la BIRD et de l'AID, l'IEG-SFI se consacre principalement à l'évaluation du travail de la SFI sur le développement du secteur privé et l'IEG-MIGA s'occupe de l'évaluation des projets bénéficiant de la garantie et des services de la MIGA. L'IEG rend compte aux Administrateurs de l'institution à travers le Directeur général d'évaluation.

Les évaluations visent à tirer les leçons de l'expérience, à fournir des données objectives à partir desquelles évaluer les résultats du travail du Groupe de la Banque et à rendre compte de la réalisation des objectifs fixés par l'institution. L'IEG contribue également à améliorer l'action de la Banque en tirant et en diffusant les leçons de l'expérience et en formulant des recommandations à partir des conclusions de ses évaluations.

A l'intérieur —

Avant-propos

Resume analytique

Réponse de la direction

Resume du President

Table des matieres de l'étude complète

Consulter l'étude complète à :
<http://www.worldbank.org/ieg/education>

CEI

GRUPE D'ÉVALUATION INDÉPENDANTE



De l'accès à l'école aux acquis scolaires : un travail en cours

Une évaluation de l'assistance de la
Banque mondiale à l'éducation primaire

—Resume analytique—



© 2006 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale
1818 H Street, NW
Washington, D.C. 20433
États-Unis d'Amérique
Téléphone : 202-473-1000
Site web : www.worldbank.org
Courriel : feedback@worldbank.org

Tous droits réservés

1 2 3 4 5 09 08 07 06

Les constatations, interprétations et conclusions présentées dans ce document n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des Administrateurs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans la présente publication. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que la Banque mondiale reconnaît ou accepte ces frontières.

Droits et autorisations

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. La reproduction ou la transmission de tout ou partie du texte sans l'autorisation préalable de la Banque mondiale serait une violation de la réglementation en vigueur. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et elle accorde habituellement sans délai cette autorisation.

Pour obtenir l'autorisation de photocopier ou d'imprimer des passages, veuillez soumettre une demande à cet effet, avec toutes les informations nécessaires, à : Copyright Clearance Center, Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 (États-Unis d'Amérique), téléphone : 978-750-8400, fax : 978-750-4470, www.copyright.com.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, y compris sur les droits subsidiaires, s'adresser au Bureau des publications de la Banque mondiale à : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; fax : 202-522-2422 ; ou courriel : pubrights@worldbank.org.

Photo de couverture : ©Jon Jones/Sygma/Corbis.

ISBN-10: 0-8213-6792-7
ISBN-13: 978-0-8213-6792-6
eISBN: 0-8213-6793-5
DOI: 10.1596/978-0-8213-6792-6

La demande de catalogage a été déposée auprès de la Bibliothèque du Congrès des États-Unis.

World Bank InfoShop
Courriel : pic@worldbank.org
Téléphone : 202-458-5454
Télécopie : 202-522-1500

Groupe d'Évaluation Indépendante
Programmes de gestion des connaissances et
renforcement des capacités d'évaluation (IEGK)
Courriel : eline@worldbank.org
Téléphone : 202-458-4497
Télécopie : 202-522-3125



Imprimé sur papier recyclé



Avant-propos

Le mouvement Éducation pour tous (EPT), lancé en 1990, s'est traduit au cours des 15 dernières années par une mobilisation extraordinaire des ressources de la Banque mondiale et des pays pour soutenir l'éducation de base. Les financements de la Banque mondiale en faveur de l'EPT, qui ont été essentiellement concentrés sur l'éducation de base, ont une orientation de plus en plus progressiste et sont axés sur les pays les plus défavorisés et, dans bien des cas, sur les couches défavorisées des pays.

Dans la plupart des régions du monde, les investissements de la Banque et des pays ont permis d'élargir substantiellement l'accès à l'éducation primaire grâce à la construction de nouvelles écoles et aux dispositions prises pour réduire d'autres obstacles physiques, financiers et sociaux.

Pourtant, des dizaines de millions d'enfants du monde en développement — surtout les filles, les pauvres et d'autres jeunes défavorisés — ne vont pas à l'école, des centaines de millions de jeunes abandonnent leurs études avant de terminer le cycle primaire et, parmi ceux qui achèvent ce cycle, une proportion importante n'atteint pas le niveau souhaité d'acquisition des connaissances et des compétences, en particulier dans les pays les plus pauvres de l'Asie du Sud et de l'Afrique subsaharienne. Au-delà de l'achèvement universel d'un cycle complet d'études primaires, qui est l'un des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), la dernière mission

ambitieuse de l'EPT est de s'assurer que tous les enfants, et les plus défavorisés en particulier, puissent acquérir les connaissances et les compétences de base qui sont d'une importance cruciale pour faire reculer la pauvreté.

Depuis que la Banque soutient l'EPT et les conférences mondiales qu'elle a organisées en 1990 et 2000, les objectifs qui guident le soutien croissant qu'elle apporte à l'éducation primaire sont simples et d'une stabilité remarquable : *l'achèvement universel du cycle primaire, l'égalité d'accès pour les filles et d'autres groupes défavorisés et l'amélioration des acquis scolaires*. Cette évaluation du Groupe indépendant d'évaluation (IEG) a été conçue pour déterminer dans quelle mesure ces buts sont atteints dans les pays aidés par la Banque. La principale mission du Groupe était d'évaluer la qualité de l'assistance apportée par la Banque afin d'épauler les pays dans l'action engagée pour améliorer les connaissances et compétences de

base en fournissant des services d'éducation primaire de qualité, et de dégager des leçons pour guider les stratégies de développement des pays, ainsi que l'assistance apportée par la Banque pour soutenir ces stratégies.

Les conclusions de l'évaluation montrent clairement que le soutien financier de la Banque mondiale en faveur de l'éducation primaire a augmenté depuis 1990. Près de 90 % du portefeuille éducation primaire de la Banque, qui atteint 14 milliards de dollars, ont été engagés depuis cette date. La part des prêts liés à l'éducation primaire qui est allouée aux pays les plus pauvres a plus que doublé pendant cette période, passant de 26 % à 54 %. Les engagements ont augmenté dans toutes les régions géographiques, mais plus particulièrement en Amérique latine et aux Caraïbes, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

L'augmentation des taux d'inscription était l'un des deux sous-objectifs visés pour permettre à tous les enfants d'achever leurs études primaires et, sur ce plan, l'évaluation montre que les projets d'éducation primaire financés par la Banque ont globalement obtenu des résultats satisfaisants. Sur l'échantillon des projets retenus pour l'étude, 69 % environ ont atteint les objectifs d'inscription visés. Dans les 12 pays où l'IEG s'est rendu pour inspecter les projets financés par la Banque, les taux bruts d'inscription ont augmenté de 19 points de pourcentage en moyenne au cours des 10–12 années passées. Dans des pays tels que le Mali et l'Ouganda, leur progression a été explosive. Dans bien des cas, les projets intéressant d'autres secteurs que celui de l'éducation ont largement contribué à atteindre cet objectif en raison de la place importante qui était faite à la construction d'écoles et au soutien aux communautés locales ; de leur côté, les autorités nationales ont contribué à l'action engagée en réduisant ou en supprimant les frais de scolarité.

Le deuxième sous-objectif de l'achèvement universel du cycle primaire consistait à améliorer l'efficacité interne (en réduisant les taux d'abandon et de redoublement). Les projets réalisés avec le concours de la Banque n'ont pas accordé suffisamment d'importance à cet objectif, même

dans les pays dont le bilan au plan de l'efficacité était médiocre (comme le Niger par exemple). Parmi les projets pour lesquels cet objectif était explicite, le quart seulement des opérations ont débouché sur des résultats satisfaisants. L'égalité d'accès pour les filles faisait souvent partie des objectifs fixes pour les projets exécutés dans des pays où l'inégalité des sexes était un fait admis, et ce but a généralement été atteint, même si dans de nombreux cas l'écart entre garçons et filles n'a pas pu être comblé. L'égalité d'accès pour les pauvres n'a pas été poursuivie de façon aussi systématique, mais les projets qui visaient à traiter ce problème n'en affichent pas moins un niveau de réussite élevé. Les efforts déployés pour améliorer l'équité étaient focalisés sur l'accès, non sur les acquis scolaires.

Bien que ce soit une préoccupation majeure des responsables du Secteur de l'éducation, l'amélioration des acquis scolaires n'a pas figuré aussi souvent au nombre des objectifs des projets d'éducation primaire : un projet sur trois environ l'incluait parmi les objectifs explicites ou dans les indicateurs de résultats. Sur les 12 pays où des études sur le terrain ont été effectuées, cinq seulement avaient instauré des systèmes formels pour suivre l'acquisition des connaissances des élèves. Dans le groupe des projets financés par la Banque qui visaient à améliorer les acquis scolaires, la plupart ont atteint leur objectif. Toutefois, même lorsque les acquis scolaires se sont améliorés, le niveau général des élèves était très bas, en particulier parmi les défavorisés : au Ghana, 5 % seulement des enfants ont un degré adéquat d'assimilation de l'anglais pour le pays et, en Inde, la moitié des enfants de 7 à 10 ans sont incapables de lire avec aisance un paragraphe court. Le faible niveau des élèves tenait à la mauvaise organisation des services d'éducation, laquelle est en grande partie imputable aux déficiences de gestion du sous-secteur et en particulier à l'insuffisance des incitations pour améliorer les acquis scolaires.

Les principales recommandations de la présente évaluation sont les suivantes :

- Dans le cycle primaire, les efforts doivent viser à améliorer les acquis scolaires, en particulier

ceux des enfants pauvres ou défavorisés. Si l'OMD concernant la scolarisation primaire universelle et l'achèvement du cycle primaire par tous les enfants est un objectif intermédiaire très valable, cela ne signifie pas nécessairement que les enfants acquièrent des notions suffisantes en lecture, écriture et calcul, ce qui est indispensable pour faire reculer la pauvreté. Pour y parvenir, les pays partenaires de la Banque doivent faire de l'amélioration des acquis scolaires un objectif fondamental de leurs projets d'éducation primaire et centrer leur action sur les facteurs — mis en évidence par les analyses effectuées au niveau national — qui ont le plus de chances d'influer sur ces résultats dans le contexte local, en reconnaissant que *l'amélioration des acquis scolaires de tous les élèves* implique des coûts unitaires plus élevés que l'achèvement universel du cycle primaire.

- Pour pouvoir améliorer les résultats scolaires, il est urgent de prendre des dispositions pour améliorer la qualité de la gestion du secteur. Cela implique d'effectuer des analyses politiques et institutionnelles rationnelles tenant compte des incitations qui peuvent encourager les responsables et les professeurs à améliorer la qualité de l'éducation et l'acquisition des connaissances ; de renforcer les systèmes de responsabilité et de supervision qui couvrent les acquis scolaires dans les écoles des

communautés défavorisées ; et d'améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation qui permettent de suivre l'acquisition des connaissances dans le temps des enfants issus de différents groupes de revenu et différents milieux sociaux, couvrent la performance du personnel et du système (pas simplement les moyens mis en œuvre et la production), et incluent des mesures d'incitations pour que les conclusions soient prises en compte dans les prises de décisions. La Banque devrait exiger que toutes les nouvelles stratégies d'aide-pays incluent des indicateurs des acquis scolaires.

- Enfin, la Banque doit travailler avec ses partenaires de développement afin de reorienter l'initiative de la mise en œuvre accélérée (IMOA) en vue de soutenir l'amélioration des acquis scolaires parallèlement à la réalisation de l'OMD lié à l'achèvement du cycle primaire. Il faudra pour cela reformuler les objectifs et les plans d'action de l'IMOA ; introduire des éléments pertinents dans le « cadre indicatif » ; aider les pays à instaurer des systèmes appropriés d'évaluation de l'acquisition des connaissances ; et revoir les estimations des coûts et des besoins de financement non couverts en tenant compte de l'alourdissement des coûts unitaires que supposent les mesures destinées à atteindre les plus défavorisés et à soutenir l'amélioration des acquis scolaires de tous les enfants.



Vinod Thomas
Directeur général
Évaluation





Resume analytique

Les connaissances et les compétences de base – et non le nombre d'années d'instruction achevées – sont des éléments clés de réduction de la pauvreté. Accroître les effectifs scolaires et l'achèvement du cycle primaire sont des actions nécessaires mais non suffisantes pour assurer l'alphabétisation et l'assimilation des notions de calcul de base.

Les pays en développement et les organisations partenariales telles que la Banque mondiale devraient centrer leurs efforts sur l'obtention de meilleurs acquis scolaires, notamment parmi les enfants défavorisés, afin d'engranger les bénéfices en termes de réduction de la pauvreté et d'investissement dans l'éducation primaire.

Le mouvement « Éducation pour tous » (EPT) lancé en 1990 se traduit depuis 15 ans par une mobilisation extraordinaire des ressources de la Banque mondiale et des nations pour le soutien de l'enseignement de base. Le financement EPT de la Banque mondiale, axé principalement sur l'éducation primaire, a un caractère de plus en plus évolutif et cible les pays les plus défavorisés, et souvent les éléments les plus défavorisés au sein de ces pays. Dans la plupart des régions du monde, les investissements de la Banque et des nations ont permis d'élargir l'accès à l'éducation primaire par le biais de la construction de nouvelles écoles et la réduction du nombre d'obstacles physiques, financiers et sociaux.

Cependant, des dizaines de millions d'enfants dans le monde en développement – principalement les filles, les pauvres et autres

groupes défavorisés – ne fréquentent pas l'école ; des centaines de millions abandonnent leurs études avant la fin du cycle primaire et, parmi ceux qui terminent ce cycle, une grande partie n'arrive pas à assimiler les connaissances et compétences désirées, notamment dans les pays les plus pauvres de l'Asie du Sud et de l'Afrique subsaharienne. Au-delà de la réalisation de l'achèvement universel de l'éducation primaire, qui est l'un des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le dernier défi de l'EPT à relever consiste à assurer que tous les enfants, en particulier les enfants défavorisés, acquièrent les connaissances et les compétences de base nécessaires pour assurer la réduction de la pauvreté.

Depuis le début des années 1990 et de la décennie en cours, l'action politique de la Banque mondiale relative à l'éducation primaire s'articule autour d'une série de documents d'actions politiques et stratégiques, et leurs mises à jour. Ces documents ont également corroboré le soutien de la Banque aux conférences EPT en 1990 et 2000. Pendant cette période, les objectifs politiques de la Banque

pour l'éducation primaire étaient simples et stables : l'achèvement universel du cycle primaire, l'égalité des chances d'accès par les filles et autres groupes défavorisés, et l'amélioration des acquis scolaires.

La Banque mondiale a encouragé plusieurs stratégies d'atteinte de ces objectifs. Ces stratégies allaient de l'amélioration de l'efficacité interne et du renforcement de la capacité institutionnelle dans les années 1980 au soutien agressif de l'éducation des filles, l'amélioration de la formation des enseignants et la création de systèmes d'évaluation des acquis scolaires dans les années 1990, et à l'élargissement de la participation communautaire, l'autonomie scolaire, la décentralisation et l'éducation des jeunes enfants à la fin des années 1990.

La Banque a également soutenu l'OMD visant à assurer l'achèvement universel du cycle primaire d'ici 2015 et a subséquemment coparrainé l'Initiative de Mise en Oeuvre Accéléérée (IMO) comme moyen d'accélération des progrès vers ce but. Le document *Education Sector Strategy Update (Une mise à jour de la stratégie pour le secteur de l'éducation)* publié par la Banque en 2005 engageait la Banque à maintenir ses lancées EPT et OMD, tout en assurant le renforcement des actions « Éducation pour une économie du savoir » (éducation secondaire, supérieur et permanent). Sa stratégie met l'accent sur le besoin de mieux focaliser l'attention sur les résultats, de démarches comprenant tout le système et d'une meilleure collaboration avec les autres bailleurs de fonds.

La présente évaluation a deux objectifs. Le premier consiste à évaluer l'aide de la Banque aux pays dont les actions visent à améliorer leurs connaissances et compétences de base à travers d'une prestation des services d'éducation primaire de qualité, notamment depuis la création du mouvement EPT en 1990.

Le second objectif consiste à faire profiter les pays des leçons de l'expérience en termes d'élaboration de leurs stratégies de développement et à aider la Banque à appuyer ces stratégies. Les premiers résultats de l'évaluation ont été incorporés dans le document de 2005 *Une mise à jour de la stratégie pour le secteur de*

l'éducation. Cette évaluation a pour but d'aider la Banque à travailler de manière plus efficace avec les pays partenaires en vue de convertir ces stratégies en programmes axés sur les résultats.

Un examen du portefeuille de prêts de la Banque pour l'éducation primaire a permis de passer en revue plus de 700 projets dans lesquels des fonds étaient alloués à ce sous-secteur, dont 440 provenant du secteur Éducation. L'examen a porté sur le volume, le contenu et la couverture géographique des opérations de prêts de la Banque pour l'éducation primaire.

Dans un plus petit groupe de 198 projets, au moins la moitié de leur financement a été alloué à l'éducation primaire. De ce réservoir, un échantillon aléatoire de 35 projets achevés ou en cours a été tiré dans le but d'examiner en profondeur l'exécution des politiques, l'efficacité et la durabilité des actions, ainsi que le développement institutionnel. De plus, un échantillon de 15 projets gérés par les autres secteurs choisis à dessein pour leurs allocations les plus élevées au secteur de l'éducation primaire a été examiné.

Dans l'ensemble, ces 50 projets représentent l'« échantillon du portefeuille » de l'évaluation. Celle-ci a également tiré des informations des récentes évaluations effectuées sur le terrain par le Groupe indépendant d'évaluation (IEG), des projets d'éducation primaire dans sept pays, d'une évaluation de l'impact du soutien de la Banque au secteur de l'éducation primaire au Ghana, et d'études de cas au niveau des pays menées au Mali, au Pakistan, au Pérou et en Roumanie.

Le soutien de la Banque à l'éducation primaire s'est accru rapidement

Pour la période 1963 (première année d'opérations de prêts de la Banque dans le secteur de l'éducation) à 2005, le montant total des prêts de la Banque pour l'éducation primaire a été estimé à 14 milliards de dollars. Près de 90 pour cent des opérations de prêts de la Banque pour l'éducation primaire ont été lancées après la création du mouvement EPT en 1990.

Environ deux-tiers de ces prêts ont été accordés sous forme des crédits par l'Associa-

tion internationale du développement. La part des programmes de prêts pour l'éducation primaire à ces pays, qui représentent 40 pour cent des pays les plus pauvres du monde, a plus que doublé au cours des 15 dernières années, passant de 26 à 54 pour cent. Les engagements ont augmenté dans toutes les régions géographiques, mais plus particulièrement en Amérique latine et Caraïbes, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

L'accroissement absolu du financement de la Banque pour l'éducation primaire a été accompagné de réductions substantielles pour soutenir la formation professionnelle ; le financement de l'éducation secondaire et tertiaire est resté ferme. Le volume des travaux analytiques de la Banque sur l'éducation primaire de 2000 à 2005 est demeuré stable, à environ 17 produits par an. En termes relatifs, rares étaient celles qui mettaient l'accent sur les acquis scolaires.

Une part croissante du financement de l'éducation primaire a été canalisée à travers des projets gérés en dehors du secteur de l'éducation et à travers des prêts de politique du développement (prêts d'ajustement). Depuis les cinq dernières années, 31 pour cent de tous les engagements pour l'éducation primaire concernent des volets de projets gérés par d'autres secteurs. L'accroissement du soutien de la Banque à l'éducation primaire a souvent été assorti d'une augmentation de l'engagement financier du pays partenaire pour l'éducation primaire, parfois sous l'effet des accords de politique de développement entre la Banque et le pays.

Réalisation des objectifs de l'action politique

Les principaux objectifs de l'action politique dans le secteur depuis 1990 concernent l'accroissement des effectifs scolaires et l'achèvement du cycle primaire, l'amélioration de l'équité d'accès à l'école, et l'amélioration des acquis scolaires. Environ deux-tiers des projets d'investissement dans l'éducation primaire comprenaient un objectif d'accroissement des effectifs. Environ la même proportion concernait l'acquisition d'accès (principalement pour les filles et les pauvres).

Il est regrettable de noter que relativement peu de projets (moins de 60 pour cent) avaient des objectifs de réduction des taux d'abandon et de redoublement (amélioration de l'efficacité interne), deux éléments clés pour l'amélioration des taux d'achèvement du cycle primaire.

Seulement un projet environ sur cinq comportait un objectif explicite d'amélioration des acquis scolaires des élèves. Cela ne veut pas dire que les projets ne tenaient pas compte de la qualité ; quasiment tous les projets visaient à améliorer la qualité de l'éducation, mais jusqu'à récemment cet aspect était surtout associé à la prestation d'intrants et de services. De plus, la plupart des projets visaient à renforcer les mesures de gestion du secteur de l'éducation ou la gouvernance.

Les prêts de politique du développement qui finançaient l'éducation primaire avaient des objectifs identiques à ceux des projets d'investissement, sauf que tous ces projets visaient à accroître les effectifs scolaires et que seuls quelques-uns étaient axés sur les acquis scolaires. Les projets d'investissement qui étaient gérés par d'autres secteurs mais bénéficiaient d'un soutien considérable en termes d'éducation primaire visaient généralement l'augmentation des effectifs et l'équité.

Élargissement de l'accès

L'expansion de l'accès a été l'objectif poursuivi avec le plus de succès dans tous les projets d'éducation primaire soutenus par la Banque : 69 pour cent ont atteint leur but d'expansion. Dans les 12 pays visités par l'IEG, la Banque appuyait les gains d'inscription, les taux brut d'inscription ont augmenté en moyenne de 19 points de pourcentage pendant les 10–12 dernières années. Dans les pays tels que le Mali et l'Ouganda, les effectifs scolaires ont plus que doublé.

L'accroissement des effectifs est en général le résultat d'interventions du côté de l'offre : l'établissement de nouvelles écoles à courte distance de marche, le recrutement d'un plus grand nombre d'enseignants ou l'activation de l'aide communautaire. Une quantité croissante d'aide de la Banque pour les programmes d'expansion du côté de l'offre vient de projets

qui ne relèvent pas du secteur de l'éducation. D'autre part, ces dernières années, des politiques qui influent sur la demande ont été appliquées avec succès par les pouvoirs publics, souvent avec l'appui de la Banque, telles que l'élimination des droits de scolarité (Ouganda et Malawi) et l'obtention de bourses d'études (Pakistan) ou les transferts conditionnels en espèces (Mexique).

Les objectifs nationaux d'éducation ont également été atteints, tout au moins en termes d'accroissement du nombre d'inscriptions des filles et des enfants de familles pauvres (Yémen, Mali). Mais les écarts d'éducation entre les enfants pauvres et les enfants plus favorisés n'ont pas toujours été comblés. La question d'amélioration des taux d'achèvement du premier cycle grâce à la réduction du nombre d'abandons et de redoublements (amélioration de l'efficacité interne) a souvent été négligée, même dans les pays connus pour leur inefficacité (Niger). Dans les pays où l'objectif était explicite, il n'a été atteint que dans un quart environ des projets soutenus par la Banque.

Leçons clés :

- Le compromis entre un meilleur accès à l'école et de meilleurs acquis scolaires peut être évité à travers d'une planification explicite visant de meilleurs acquis scolaires et l'engagement politique ferme d'atteindre le but.
- Si les taux d'achèvement du cycle primaire augmentent grâce au passage automatique des enfants au niveau supérieur ou sans considération des acquis scolaires de l'enfant, les meilleurs taux d'achèvement ne reflèteront pas l'amélioration des connaissances et des compétences – objectif ultime de l'action politique – en particulier parmi les défavorisés.
- Bien des stratégies utilisées pour élargir l'accès rapidement, telles que les réductions « de choc » des frais, l'utilisation d'enseignants contractuels, le double horaire et le passage automatique d'un niveau à l'autre, ont eu des effets négatifs sur les acquis scolaires, tout au moins dans le court terme, et certaines stratégies sont difficiles à maintenir en place.

Meilleurs acquis scolaires

Parmi les récents travaux analytiques de la Banque sur l'éducation primaire, un petit nombre seulement s'est concentré sur les acquis scolaires et leurs déterminants. Cela laisse à penser qu'il manque souvent une base d'évidence adéquate pour mieux apprécier les actions pour améliorer les acquis scolaires. Nombreux sont les pays qui ne génèrent pas encore l'information nécessaire pour élaborer des solutions capables d'améliorer les acquis scolaires faibles des défavorisés ; de plus, il n'y avait pas suffisamment d'expériences locales ni leur évaluation de manière à pouvoir déterminer leur impact sur les acquis scolaires.

Seuls quelques projets dans l'échantillon du portefeuille de projets d'investissement visent à améliorer les acquis scolaires (moins d'un sur trois). Cependant, la majorité des projets ciblant ce but ont réussi à l'atteindre. Les projets de l'échantillon représentant le plus d'amélioration se situaient en Amérique latine (Chili, Mexique et Uruguay) et en Inde, et tous reflètent le haut niveau d'engagement national à mesurer et à évaluer les acquis scolaires.

Parmi les 12 pays où l'évaluation a entrepris des études sur le terrain, seuls 5 pays avaient des mesures des acquis scolaires répétées. Dans trois de ces pays (Ghana, Inde et Uruguay) l'acquisition des connaissances s'est améliorée au fil du temps, grâce en partie aux interventions des projets. Il a été noté que dans moins de pays encore, l'amélioration des acquis scolaires parmi les élèves les moins favorisés était un objectif ; dans ces pays (Uruguay et Inde), les résultats étaient positifs et l'écart entre les plus et les moins favorisés a diminué.

Même dans les pays où les acquis scolaires se sont améliorés, les niveaux absolus de connaissances et compétences des enfants sont encore faibles. Au Ghana par exemple, 10 pour cent seulement des enfants ont atteint les niveaux nationaux de maîtrise des mathématiques et 5 pour cent ceux de l'anglais. En Inde, 50 pour cent des enfants de 7 à 10 ans sont incapables de lire couramment un petit paragraphe de niveau de difficulté de la première année de l'école primaire.

Les projets de Fonds social et autres projets impulsés par la communauté, qui mettent généralement l'accent sur la construction d'écoles, sont souvent mal apparentés aux politiques sectorielles. Ils négligent souvent le besoin d'investissements complémentaires dans l'élément « qualité » de l'école et ne bénéficient pas toujours de conseils techniques d'experts pédagogiques.

Leçons clés :

- Des meilleurs travaux analytiques plus nombreux et plus contextuels sont nécessaires en ce qui concerne les acquis scolaires et leurs déterminants au niveau primaire.
- Les pays doivent résister à la tentation d'élargir l'accès d'abord et d'améliorer les acquis scolaires ensuite ; l'expansion d'accès et l'amélioration de la qualité sont des tâches qui peuvent être entreprises avec succès simultanément et peuvent avoir des effets de renforcement réciproques. De plus, la pression concurrente peut compliquer l'amélioration de la qualité plus tard.
- Le manque de développement des aptitudes à la lecture pendant les premières années d'éducation primaire – tant parmi les favorisés que les défavorisés – est souvent à la base des faibles acquis scolaires.
- Bien que l'Initiative de la mise en œuvre accélérée soit un moteur important d'encouragement à l'accroissement rapide des effectifs et de l'achèvement du cycle primaire, en tant que canalisation principale du soutien coordonné des bailleurs de fonds à l'éducation primaire, elle gagnerait à être plus focalisée sur l'amélioration des acquis scolaires.

Meilleure gestion, meilleurs résultats

L'amélioration de la gestion sectorielle est un des buts de presque tous les projets d'éducation primaire soutenus par la Banque, mais la performance est inférieure aux anticipations. Un projet sur quatre seulement a atteint cet objectif. Seulement 25 pour cent des projets d'éducation primaire ont reçu de l'IEG une notation satisfaisante ou mieux en matière d'impact sur le

développement institutionnel. Les faiblesses portaient en particulier sur les activités visant à améliorer la gestion centrale, telles que la planification, l'élaboration des politiques et la budgétisation.

La Banque a soutenu les efforts de décentralisation dans la plupart des pays examinés, et a souvent enregistré de bons résultats (Honduras et Inde), mais plusieurs cas ont révélé qu'il existait une certaine ambiguïté dans la couverture des divers niveaux, le non-alignement des caractéristiques administratives et financières de la décentralisation et la sous-formation des fonctionnaires locaux par rapport à leurs nouvelles tâches. Le degré de contribution de certaines formes de décentralisation pouvant être attribué à la prolifération des inégalités du système scolaire n'a pas été suffisamment évalué.

Les activités de gestion au niveau de l'école ont été relativement plus efficaces, comme le furent les efforts d'habilitation des communautés en termes d'amélioration des écoles. Ceci est particulièrement manifeste au niveau des améliorations matérielles, mais non l'amélioration pédagogique ou l'apprentissage. Diverses options d'une répartition plus équitable des enseignants ont été testées et ont eu des résultats mixtes – le plus prometteur étant le recrutement de jeunes locaux (souvent non formés), tant que leur développement professionnel, cheminement de carrière et sécurité d'emploi peuvent être assurés.

Les activités de suivi et d'évaluation ont typiquement ciblé les produits, plutôt que les résultats ou les impacts, mais ceci semble changer. Le soutien de la Banque a aidé les pouvoirs publics à établir des systèmes d'information de gestion, des systèmes d'évaluation de la performance des élèves et la capacité de recherche, mais la qualité et le degré d'utilisation de ces systèmes en vue d'améliorer les politiques et les pratiques sont limités.

Leçons clés :

- La gestion sectorielle et la gouvernance auraient pu être traitées de manière plus satis-

faisante si de meilleures évaluations institutionnelles et politiques avaient été effectuées dès le début.

- De faibles incitations de gestion à tous les niveaux peuvent être des contraintes, en particulier pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Les récompenses sont souvent supérieures pour l'augmentation du nombre d'écoles que pour les tâches difficiles de réaffectation des enseignants, de mise en œuvre d'un nouveau programme d'enseignement ou de suivi et d'évaluation efficaces.
- Peu de programmes-pays soutenus par la Banque ont abordé directement les questions de recrutement des enseignants et d'incitations à la performance ; il manque notamment les mesures d'incitation liée à la performance en ce qui concerne les acquis scolaires de l'élève.

Recommandations

■ **Les activités d'éducation primaire doivent être focalisées sur l'amélioration des acquis scolaires, en particulier ceux des enfants pauvres et autres enfants défavorisés.** Bien que l'initiative OMD soit un objectif intermédiaire valable pour l'achèvement universel du cycle primaire, elle n'assure ni l'alphabétisation ni l'assimilation des notions de calcul de base nécessaires pour réduire la pauvreté. Cela signifie que :

- L'amélioration des acquis scolaires doit être l'objectif primordial de tout soutien de l'éducation primaire et viser notamment l'équité des acquis scolaires entre les genres et parmi les pauvres et autres défavorisés.
- L'aide de la Banque en faveur de l'éducation primaire – qu'elle soit gérée par le secteur Education ou d'autres secteurs – doit être ciblée sur les facteurs les plus susceptibles d'influer sur les acquis scolaires dans le contexte national. Cela demandera une analyse plus approfondie des acquis scolaires des élèves, des contraintes locales et des éléments de facilitation.
- La Banque et les pouvoirs publics doivent reconnaître que le ciblage des enfants non encore inscrits et l'amélioration des faibles

niveaux de performance augmenteront les coûts unitaires de l'éducation primaire.

■ **Des actions d'urgence sont nécessaires pour améliorer la performance de gestion du secteur afin de soutenir les acquis scolaires.** Cela signifie que :

- Les programmes d'amélioration de la gestion du secteur et de la gouvernance doivent reposer sur des analyses saines politiques et institutionnelles qui tiennent en compte des incitations encourageant les officiels et les enseignants à améliorer la qualité de l'enseignement et les acquis scolaires. Les systèmes de redevabilité et de supervision doivent être adaptés de façon à soutenir les acquis scolaires améliorés.
- Les responsables de l'éducation primaire doivent : (a) suivre de près les acquis scolaires dans le temps – pas seulement en moyenne mais parmi les élèves des différents groupes de revenus et sociaux ; (b) surveiller les indicateurs de performance du personnel et des systèmes, tant pour les activités centralisées que décentralisées ; et (c) formuler et utiliser des incitations encourageant le personnel à améliorer et à utiliser les compétences techniques. Toutes les nouvelles stratégies d'aide par pays devraient comprendre des indicateurs des acquis scolaires.
- Les activités analytiques, d'évaluation et de recherche doivent être orientées sur la transmission de l'information aux principaux responsables et sur les aspects d'action politique afin d'assurer la prise en compte des conclusions lors des prises de décision. L'une des priorités de la recherche devrait être l'évaluation de l'impact de la gestion décentralisée sur les inégalités selon les tranches de revenus et les groupes sociaux, et l'identification des mesures de mitigation des effets négatifs.

■ **La Banque doit travailler avec ses partenaires de développement en vue de réorienter l'Initiative de mise en œuvre accélérée pour soutenir les meilleurs acquis scolaires, et ce en parallèle avec les**

OMD ciblant l'achèvement du cycle primaire. Cela signifie que :

- Les buts et objectifs de l'Initiative de mise en œuvre accélérée doivent être restructurés de manière à inclure l'amélioration des acquis scolaires pour tous, en plus de l'achèvement du cycle primaire par tous les enfants.
- Les propositions de l'Initiative de mise en œuvre accélérée doivent comprendre, au niveau national, des indicateurs et des cibles de l'acquisition des connaissances et compétences; le cadre indicatif doit comprendre des rubriques directement liées aux acquis scolaires, telles que le temps actuel consacré à l'enseignement, la présence des enseignants ou la disponibilité de manuels.
- Les pays doivent être aidés sur le plan financier et technique à établir des systèmes qui permettent d'effectuer des évaluations répétées des acquis scolaires afin de suivre séparément les résultats obtenus dans les groupes défavorisés, y compris les pauvres.
- Les estimations de coût et des écarts de financement doivent être révisées afin de : (a) refléter les coûts d'obtention des acquis scolaires de base (et non seulement l'achèvement du cycle primaire) ; et (b) tenir compte de l'augmentation des coûts unitaires de l'élargissement d'accès et de l'amélioration des acquis scolaires des enfants venant de milieux défavorisés.

RÉPONSE DE LA DIRECTION

Introduction

La direction accueille avec satisfaction l'évaluation de l'appui de la Banque mondiale au secteur de l'éducation primaire réalisée par l'IEG. Cet examen a pour objectifs a) d'évaluer l'assistance apportée par la Banque mondiale aux pays qui font des efforts à améliorer les connaissances et les compétences de base en fournissant des services d'éducation primaire, et b) de dégager des leçons pour guider les stratégies de développement des pays, ainsi que l'assistance apportée par la Banque pour soutenir ces stratégies. Les conclusions préliminaires de l'évaluation de l'IEG se retrouvent dans la stratégie sectorielle intitulée 2005 *Education Sector Strategy Update* (Act d'actualisation de la stratégie du secteur éducatif).

Le champ couvert. Les conclusions de l'évaluation couvrent une période de 42 ans (de 1963 à 2005) au cours de laquelle les prêts accordés au secteur de l'éducation ont atteint le montant de 14 milliards de dollars. Près de 90 % des prêts de la Banque au secteur de l'éducation ont été accordés depuis le début du mouvement Éducation pour tous (EPT) lancé à Jorntien en Thaïlande en 1990 ; environ deux tiers des fonds ont été consentis sous forme de crédits de l'AID. Une portion dont la croissance est en hausse, soit environ un tiers des ressources accordées à l'éducation primaire, a suivi le canal des composantes de projets gérés par des secteurs autres que l'éducation.

L'avis de la direction. La direction reprend à son compte la conclusion de l'évaluation qui soutient que « dans la mesure où les investissements publics réalisés dans l'éducation primaire concourent efficacement aux acquis scolaires,

l'appui à l'éducation primaire reste au cœur de la mission de la réduction de la pauvreté que s'est assignée la Banque mondiale ». La direction estime toutefois que le rapport d'évaluation aurait pu accorder une attention plus grande à analyser la mesure dans laquelle l'aide de la Banque a évolué au fil du temps vers une approche qui met davantage l'accent sur les résultats. Au cours des 40 années que couvre le rapport, la Banque, d'autres bailleurs de fonds partenaires et les pays clients ont évolué collectivement, passant de l'appui à l'investissement dans les infrastructures et les intrants nécessaires à l'éducation, à l'augmentation des apports du système éducatif, à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, et au relèvement du niveau des acquis scolaires. Tout en étant consciente des nombreux défis qui s'opposent à la réalisation de meilleurs acquis scolaires, la direction pense que les études de cas examinées dans le cadre de l'examen de l'IEG montrent que la Banque s'attaque aux vrais problèmes et a accompli des progrès mesurables en mettant l'accent sur la qualité de l'enseignement et les acquis scolaires.

Les principales conclusions et recommandations

L'évaluation de l'IEG fait trois principales recommandations : a) dans le cycle primaire, les efforts doivent viser à améliorer les acquis scolaires, en particulier ceux des enfants pauvres ou défavorisés ; b) il est urgent de prendre des dispositions pour améliorer la qualité de la gestion du secteur pour renforcer l'amélioration des acquis scolaires ; et c) la Banque doit travailler avec ses partenaires de développement afin de réorienter l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) en vue de soutenir l'amélioration des

acquis scolaires parallèlement à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) lié à l'achèvement du cycle primaire. La direction approuve ces recommandations, mais afin de souligner l'évolution de l'assistance apportée par la Banque au fil du temps, elle souhaite mettre en exergue plusieurs questions pour une examination continue.

L'attention à accorder à la qualité de l'acquisition des connaissances.

La direction convient que l'aide de la Banque et ses travaux analytiques doivent accorder une attention plus soutenue à la qualité de l'acquisition des connaissances et à la mesure des acquis scolaires. Par ailleurs, la direction estime que le rapport gagnerait à reconnaître sans ambages l'évolution soutenue et systématique du secteur de l'éducation dans ce sens, tout en sachant que la prise en charge des programmes revient aux pays. Selon le rapport, « seulement un projet sur cinq vise à améliorer les acquis scolaires ». Cette déclaration ne reflète pas suffisamment bien l'accent croissant du secteur en ce regard. En 1990, l'Amérique latine par exemple comptait trois pays qui disposaient de systèmes opérationnels d'évaluation des élèves ; en 1999, grâce principalement à l'appui de la Banque mondiale, 18 pays possédaient des systèmes opérationnels d'évaluation ; plusieurs parmi ces pays analysaient les résultats pour ensuite en faire bénéficier la qualité de l'enseignement. Sur un total de 24 projets du secteur de l'éducation au cours de l'exercice 06, 17 apportaient un appui visant à améliorer les capacités d'évaluation des connaissances acquises par les élèves. En outre, grâce à l'appui accordé par la Banque à l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire (IEA) et à l'Institut de statistique de l'UNESCO, à travers le Mécanisme d'octroi de don pour le développement, deux programmes d'évaluation internationale comparative de l'IEA — TIMSS (la plus grande évaluation internationale comparative des résultats scolaires en mathématique et en science) et PIRLS (le programme phare de renommée internationale dans le domaine de la recherche de compétences en matière de lecture) — accueillent la participation des pays à faible revenu.

La divergence de vues sur les évaluations rapides.

Le rapport peut-être insiste-t-il exagérément sur les évaluations rapides à coûts faibles. Il ne fait pas de doute qu'un tel outil est nécessaire aux évaluations, notamment en tant que partie intégrante d'un ensemble plus vaste d'outils à la disposition des planificateurs de l'éducation. Cependant, il est évident que les réductions qui peuvent être faites au sujet des connaissances et des compétences de base d'une personne sont assez limitées. Ce qu'il importe de garder à l'esprit c'est que les projets visant à améliorer les acquis scolaires requièrent un investissement approprié dans la mesure, l'analyse des résultats et dans l'utilisation de cette analyse pour améliorer la qualité.

Les éléments permettant d'améliorer la qualité des opérations.

Enfin, le secteur de l'éducation n'a pas cessé d'intensifier son soutien aux intrants qui permettent d'améliorer la qualité. Sur 24 projets approuvés au titre de l'exercice 06, 21 prkvoient la formation des enseignants. A titre d'exemple, le projet djiboutien d'amélioration de l'éducation et de l'accès à l'éducation « appuiera i) la formation des enseignants et ii) leur formation en cours d'emploi (mise à jour des compétences, notamment à travers des modules relatifs aux moyens d'identifier et de faire face aux problèmes des enfants ayant des difficultés dans l'acquisition des connaissances et/ou ayant des besoins spkciaux) ». Onze projets sur les 24 que compte l'exercice 06 comprennent des éléments de dons pour le développement des écoles ; 12 financent des travaux de recherche sur des sujets d'actualité dans le secteur de l'éducation, et tous comportent des volets relatifs à la formation en amélioration de la gestion. La Région Afrique utilise les rapports de situation des pays depuis l'exercice 04 — en mettant en évidence la faible corrélation qui existe entre les acquis scolaires et les dépenses — afin de motiver un programme de travail totalement nouveau sur l'amélioration de la gestion de l'éducation dans les pays africains (Amélioration de la gestion de l'éducation dans les pays africains, AGEPA.)

Principales recommandations de l'IEG	Réponse de la direction
<p>Les efforts d'éducation primaire doivent viser à améliorer les acquis scolaires, en particulier ceux des enfants pauvres ou défavorisés.</p>	<p>La direction est en accord avec la recommandation formulée par l'IEG suivant laquelle l'aide de la Banque à l'éducation primaire, qu'elle relève principalement du secteur de l'éducation ou non, soit encore plus axée sur les facteurs directement liés à l'amélioration des acquis scolaires. La direction s'appuiera sur les efforts en cours pour renforcer ou instituer des systèmes d'évaluation des acquis scolaires dans les premières années de scolarité et soutenir les outils s'y rapportant afin de fixer des objectifs de résultat et d'assurer le suivi de différents groupes de population scolaires ; elle se servira des résultats des évaluations d'impact pour identifier les stratégies et les interventions les plus économiques pour améliorer les acquis scolaires. La direction encouragera également les pays à accroître le niveau de suivi des normes de qualité de la scolarisation et des coûts unitaires de l'éducation primaire, et à cibler les ressources du système éducatif de manière à réduire les disparités qui existent au niveau des normes de qualité de la scolarisation, de la qualité de l'enseignement et des acquis scolaires de différents groupes d'élèves. En outre, la direction assurera que les projets d'éducation dont la gestion ne relève pas du secteur de l'éducation prêtent attention à la qualité de l'éducation et aux acquis scolaires. La stratégie sectorielle actualisée de 2005 (<i>Education Sector Strategy Update - ESSU</i>) avait pris en compte les résultats préliminaires issus de l'évaluation de l'IEG et qui se retrouvent dans le cadre de résultats (annexes 8 et 9 de la ESSU) ; cette stratégie indique comment l'aide de la Banque permettra aux pays de porter une attention nettement plus grande sur les résultats et les acquis scolaires. Par ailleurs, au cours de l'exercice 07, la direction présentera un cadre d'analyse de la qualité des programmes d'éducation afin de fixer des normes de référence et établira un rapport annuel indiquant dans quelle mesure les opérations de prêt et les travaux analytiques permettent d'évaluer les acquis scolaires et de se concentrer sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'acquisition des connaissances.</p>
<p>Pour pouvoir améliorer les acquis scolaires, il est urgent de prendre des dispositions pour améliorer la qualité de la gestion du secteur.</p>	<p>La direction reconnaît qu'il faut relever le niveau de qualité de la gestion et accroître les capacités du secteur de l'éducation dans les pays, notamment au niveau des services décentralisés qui, selon les résultats de recherche de la Banque, sont essentiels à l'amélioration de la qualité de l'éducation et des</p>

(Voir la suite à la page suivante)

Principales recommandations de l'IEG

Réponse de la direction

acquis scolaires. S'appuyant sur elles, la direction fera mieux connaître les expériences positives des pays qui bénéficient de l'aide de la Banque et mettent des mesures en œuvre pour a) améliorer la capacité des institutions en charge des activités de recrutement, de formation avant l'emploi et en cours d'emploi en direction des enseignants et des directeurs d'établissements scolaires ; b) fournir des perspectives de carrière et d'autres incitations permettant d'améliorer la performance des enseignants et introduire de meilleures politiques de recrutement et d'organisation des carrières ; c) donner aux écoles les moyens d'assurer une gestion efficace de leurs ressources et d'atteindre les objectifs convenus au titre des acquis scolaires ; d) utiliser des indicateurs et des outils d'évaluation pour détecter les problèmes liés à la qualité de l'enseignement et aux acquis scolaires ; et e) mettre au point des méthodes d'intervention permettant de résoudre ces problèmes. La direction assurera également un suivi et produira un rapport qui permettra d'établir dans quelle mesure les nouvelles stratégies d'aides aux pays axées sur les résultats comprennent des indicateurs de suivi des acquis scolaires. De plus, la direction a lancé plusieurs activités de mise en œuvre du *Rapport sur le développement dans le monde (2004) – Des services pour les pauvres*, notamment les activités qui permettront de renforcer la gouvernance, la responsabilité et les travaux d'analyse en rapport avec la gestion décentralisée au niveau des établissements scolaires. Comme l'indiquent les informations détaillées contenues dans la stratégie sectorielle ESSU (annexe 10), la direction élaborera des directives, un ensemble de supports, des outils et des logiciels pour le renforcement des capacités et organisera des programmes de formation cibles pour à la fois faire connaître ces orientations et aider les pays à les suivre afin de renforcer leur capacité d'entreprendre des évaluations systématiques des acquis scolaires au regard des points de référence et des objectifs, d'évaluer l'impact de leurs programmes et interventions, et d'orienter leurs ressources de manière plus efficace vers l'amélioration de la qualité de l'enseignement et des résultats du système éducatif. Le cours de base de l'Institut de la Banque mondiale sur l'éducation a été réorganisé pendant l'exercice 06 pour cibler plus directement les résultats et une meilleure prestation de services. Au cours de l'exercice 07, la direction publiera et diffusera au minimum trois évaluations d'impact, un ensemble de directives concernant l'instauration d'un système pour mesurer les acquis scolaires et

Principales recommandations de l'IEG	Réponse de la direction
<p>La Banque doit travailler avec ses partenaires de développement afin de reorienter l'IMOA en vue de soutenir l'amélioration des acquis scolaires parallèlement à la réalisation de l'OMD lié à l'achèvement du cycle primaire.</p>	<p>établir des rapports à ce sujet, ainsi que deux jeux d'outils pour des évaluations rapides de la lecture et la gestion décentralisée au niveau des établissements scolaires.</p> <p>La direction continuera d'oeuvrer de concert avec les partenaires de développement de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) en vue d'aider tous les pays l'ayant adoptée à accroître l'attention qu'ils accordent à la qualité de l'enseignement dans leurs programmes, à utiliser des outils leur permettant d'évaluer les acquis scolaires et à se servir des résultats issus des évaluations de l'acquisition des connaissances par les élèves pour améliorer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux du cycle primaire. La direction convient avec l'IEG que le principal défi lié au passage à l'échelle à un rythme accéléré consiste à assurer et à améliorer la qualité. La direction travaillera en concertation avec les partenaires de développement de l'IMOA pour réviser les directives et le cadre indicatif d'évaluation de l'IMOA en vue de promouvoir l'utilisation d'indicateurs supplémentaires permettant de suivre les normes de qualité de la scolarisation, comme les heures prévues et les heures réelles d'éducation, la disponibilité et l'utilisation de manuels scolaires ou de portefeuilles de lecture, les qualifications professionnelles et l'assiduité des enseignants, les normes minimales de qualité physique, les taux de passage et d'abandon des élèves, et les acquis scolaires. Au titre de l'exercice 07, cela reviendra à travailler avec les 20 pays actuellement inclus dans l'IMOA pour les aider à mettre en œuvre un programme d'évaluation de la lecture rapide et faire le suivi des heures réellement consacrées à l'enseignement (par rapport aux heures prévues). Au cours des années suivantes, ces pays devront établir des rapports sur les tendances observées au niveau des acquis scolaires en les comparant à leurs chiffres de référence et rendront compte des heures d'enseignement dans le cadre du processus d'examen annuel conjoint des bailleurs de fonds.</p>

RÉSUMÉ DU PRÉSIDENT : COMITÉ POUR L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT (CODE)

Le 5 juillet 2006, le Comité pour l'efficacité du développement (CODE) s'est réuni pour examiner le rapport intitulé *De l'accès à l'école aux acquis scolaires : Un travail en cours — Une évaluation de l'assistance de la Banque mondiale à l'éducation primaire (From Schooling Access to Learning Outcomes: An Unfinished Agenda — An Evaluation of World Bank Support to Primary Education)*, préparé par le Groupe indépendant d'évaluation (IEG), ainsi que le projet de réponse de la direction. Les déclarations du Groupe consultatif externe (CODE2006-0063) sur le rapport de l'IEG ont été diffusées en tant que document d'information.

Rappel des faits. La Stratégie de la Banque mondiale pour le secteur de l'éducation, élaborée en 1999, appelait l'attention sur l'éducation de base pour les enfants les plus pauvres et pour les filles ; les interventions dans la jeune enfance ; la nécessité d'innover dans la fourniture des services ; et la réforme systémique. Le 15 juin 2005, le CODE a examiné une mise à jour de la stratégie sectorielle de 1999 (*Draft Education Sector Strategy Update (ESSU): Broadening Perspective, Maximizing Our Effectiveness*), qui a été ultérieurement approuvée par le Conseil. Ce document mettait l'accent sur trois thèmes stratégiques pour aider la Banque à relever les défis du secteur : a) intégrer l'éducation dans une perspective englobant la totalité du pays ; b) élargir le plan d'action stratégique en adoptant une approche couvrant l'ensemble du secteur ; et c) axer davantage l'action sur les résultats. Cette stratégie actualisée avait pour but d'aider les pays clients : i) à atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous (EPT) et les Objectifs du millénaire

pour le développement (OMD) ; et ii) à renforcer l'éducation pour l'économie du savoir en acquérant les compétences et les connaissances nécessaires pour affronter la concurrence sur les marchés mondiaux et promouvoir la croissance économique. Le Rapport *L'assistance de la Banque mondiale en faveur de l'éducation primaire : Révision du portefeuille de projets par l'OECD* a été préparé en 2004 en tant que document d'information pour l'élaboration de la stratégie de la Banque, et diffusé pour information et à titre de document de référence en vue de son examen par le CODE. Le rapport actuel *De l'accès à l'école aux acquis scolaires : Un travail en cours* a pour objet de donner des informations sur la mise en œuvre de la stratégie actualisée (ESSU, 2005).

L'évaluation de l'IEG. Cette évaluation couvre en gros la période 1963–2005, en mettant l'accent sur les 15 dernières années, pendant lesquelles le volume des prêts en faveur de l'éducation primaire a atteint approximativement 14 milliards de dollars. L'IEG formule trois recommandations essentielles :

- L'action au niveau de l'éducation primaire doit se focaliser sur l'amélioration des acquis scolaires, en particulier ceux des enfants pauvres ou défavorisés d'une autre manière. Il est urgent de prendre des dispositions pour améliorer la gestion du secteur dans les pays aidés par la Banque afin d'améliorer les acquis scolaires.
- La Banque doit encourager l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée (IMOA) du programme EPT en vue de soutenir l'amélioration des acquis scolaires parallèlement à l'OMD liée à l'achèvement du cycle primaire.

Le projet de réponse de la direction. De manière générale, la direction accueille avec satisfaction l'évaluation de l'IEG et approuve la plupart des recommandations du Groupe. Elle estime toutefois que l'assistance de la Banque a évolué au fil des années pour mettre davantage l'accent sur les résultats (nombre de sortants du système éducatif, qualité de l'enseignement dispensé, acquis scolaires). Dans le même ordre d'idées, la direction pense que les études de cas examinées dans le cadre de l'examen de l'IEG montrent que la Banque s'attaque aux vrais problèmes et que le rapport fait ressortir que le soutien de la Banque vise la qualité de l'enseignement, ainsi que la mise en œuvre de réformes axées sur la gouvernance et la gestion afin d'améliorer la qualité.

Conclusions générales. Le Comité approuve de manière générale les conclusions et les recommandations de l'IEG et se félicite de l'esprit constructif et prospectif qui caractérise le projet de réponse, notant que la stratégie actualisée pour le secteur de l'éducation (ESSU) appelle l'attention sur la qualité de l'enseignement et les résultats. Il a aussi apprécié les observations des agents de l'Institution au sujet des expériences des pays, et il encourage les travaux novateurs entrepris dans les régions afin de mettre davantage l'accent sur la qualité et les acquis scolaires. Une large convergence de vues s'est dégagée au sein du Comité quant à l'importance des acquis scolaires, mais ses membres se sont aussi accordés à penser que l'égalité d'accès pour les filles et d'autres enfants défavorisés restait d'actualité. À cet égard, les membres du Comité ont pris note des recommandations de l'IEG qui préconisent d'inviter l'IMOA du Programme EPT à focaliser davantage son action sur les acquis scolaires et l'achèvement universel du cycle primaire dans les pays partenaires. Ils ont fait observer que la réalisation de l'OMD relatif à l'achèvement universel du cycle primaire d'ici à 2015 représentait une véritable gageure.

De manière générale, les membres du Comité ont soutenu l'idée d'adopter une approche plus globale en matière d'éducation, comme le préconise la ESSU. Cette approche

suppose entre autres une intégration plus poussée des facteurs multisectoriels qui influent sur la fréquentation scolaire et l'acquisition des connaissances, tels que les équipements d'infrastructure (c'est-à-dire les routes, l'électricité, les transports), ou la santé et la nutrition des élèves ; elle implique aussi de prêter plus d'attention aux options post-primaires (formation professionnelle et technique) et aux liens avec le marché du travail et la demande de qualifications dans une économie fondée sur le savoir. Les membres du Comité ont noté la nécessité de renforcer encore l'aide apportée par la Banque pour améliorer la gestion et la gouvernance du secteur de l'éducation, tout en tenant compte des dimensions politiques et institutionnelles des pays. D'autres observations concernaient le nombre important des initiatives axées sur l'éducation primaire qui étaient financées par des projets multisectoriels, en particulier à travers les prêts à l'appui des politiques de développement (DPI) et les approches sectorielles (SWAp) ; les moyens disponibles en ressources financières et humaines ; la participation du secteur privé ; le rôle des enseignants ; et la mesure et les résultats dans le secteur de l'éducation. Il a aussi été question de la communication et de la diffusion du rapport de l'IEG, de l'opinion du Groupe consultatif externe et du projet de réponse de la direction. À ce sujet, l'accent a aussi été mis sur la nécessité de transmettre à l'extérieur des messages équilibrés quant aux positions du rapport de l'IEG afin d'éviter les interprétations erronées.

Prochaines étapes. Au cours de l'exercice 07, la direction introduira un Cadre d'analyse de la qualité pour les programmes d'éducation et rédigera chaque année un rapport indiquant la place qu'occupe l'évaluation des acquis scolaires dans les opérations de prêts et les travaux d'analyse. Elle publiera et diffusera aussi au moins trois évaluations d'impact, un ensemble de directives concernant l'instauration d'un système pour mesurer les acquis scolaires et établir des rapports à ce sujet, ainsi que deux jeux d'outils pour des évaluations rapides de la lecture et la gestion basée sur l'école. La Banque et ses

partenaires IMOA de développement continueront de travailler avec les 20 pays actuellement inclus dans l'IMOA pour les aider à mettre en œuvre une évaluation de la lecture rapide et suivre les heures consacrées à l'instruction.

Les membres du Comité ont soulevé les questions suivantes pendant la réunion :

Observations générales. Les intervenants ont accueilli avec satisfaction les différentes perspectives du Groupe consultatif externe. Si certains orateurs ont fait des commentaires sur le positionnement dans le temps du rapport de l'IEG par rapport à la ESSU, il a été noté aussi que les précédentes versions du rapport avaient été partagées et discutées avec les services de la Banque, qui ont contribué par leurs informations à l'élaboration de cette stratégie. Un membre du Comité s'est interrogé sur les conséquences budgétaires des recommandations de l'IEG. D'autres ont estimé que le rapport d'évaluation aurait pu comprendre une analyse plus détaillée des différentes approches envisagées pour améliorer l'éducation primaire, et qui tiennent compte des différents contextes nationaux, par exemple les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, ou les régions urbaines et rurales. L'IEG a fait observer que le rapport émet des suggestions d'ordre général sur les types d'intervention nécessaires pour les pays à différents stades de développement, tout en donnant à entendre que les solutions doivent être adaptées à la situation particulière de chaque pays.

Soutien global à l'éducation primaire.

Plusieurs membres du comité ont observé que certains pays sont à mi-chemin dans la voie de la réalisation des OMD. Ils ont instamment invité la communauté internationale à accélérer les progrès afin d'atteindre l'objectif de l'achèvement universel du cycle primaire d'ici à 2015. La direction a renouvelé son soutien aux OMD. Certains membres du Comité ont noté que les ressources financières allouées en particulier à l'IMOA de l'EPT étaient insuffisantes pour faire entrer dans les faits l'OMD relatif à l'éducation primaire. Certains intervenants ont aussi noté qu'il fallait prendre en considération le rôle du

secteur privé, l'espace budgétaire réservé à l'éducation et les questions de viabilité sur le long terme. L'importance de la coordination et des partenariats avec d'autres bailleurs de fonds a été soulignée.

Élargir l'accès et améliorer les acquis scolaires.

Dans le cadre des débats, le Comité a aussi parlé de la complémentarité entre l'accès à l'éducation primaire et la qualité de l'enseignement, ainsi que des difficultés majeures qui impliquaient la réalisation de ce double objectif. Les membres du Comité ont fortement insisté sur la nécessité de dispenser un enseignement de qualité à tous les enfants. Dans le même temps, quelques intervenants ont fait des commentaires sur les arbitrages potentiels entre accès et qualité, et proposé d'effectuer des travaux de recherche plus approfondis pour résoudre l'antagonisme entre l'accès et la qualité ; un membre du Comité a mis en garde contre un changement de priorité aux dépens de l'égalité d'accès. Certains orateurs ont fait observer que l'élargissement de l'accès à l'éducation et l'amélioration de l'enseignement dispensé entraîneraient un alourdissement des coûts unitaires prévus pour la réalisation des objectifs de l'EPT dans les programmes nationaux soutenus par la Banque. D'autres se sont interrogés sur le point d'application dans le temps et la chronologie des interventions de soutien à l'éducation. Un membre du Comité a estimé qu'en augmentant les ressources financières et en renforçant l'efficacité il serait possible d'éviter des compromis coûteux tout en améliorant les résultats. Un autre a indiqué qu'il était trop tôt pour évaluer l'impact de la stratégie actualisée sur la conception et l'exécution des projets qui font une plus large place aux acquis scolaires. Un membre a jugé qu'il faudrait analyser de façon plus approfondie les facteurs clés d'un enseignement de qualité tels que la salle de classe (ou plus précisément, ce qui se passe dans la salle de classe — les manuels scolaires, d'autres matériels pédagogiques, les incitations à l'innovation pédagogique, etc.), et centrer davantage l'action sur ces facteurs.

Gestion du secteur de l'éducation. Plusieurs intervenants ont mis l'accent sur le rôle

important des professeurs dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement et sur la nécessité d'évaluer leur formation, leur habilitation et les mesures d'incitations conçues pour les motiver. Un membre du Comité a estimé que le rapport de l'IEG aurait pu fournir une analyse plus approfondie de la performance des enseignants, qu'il s'agisse des professeurs réguliers ou des professeurs sous contrat. L'IEG a fait remarquer que le rapport contient des indications sur le niveau approprié de l'offre d'enseignants et leurs incitations, ainsi que sur la pérennité des enseignants sous contrat. Quelques intervenants ont insisté sur le fait que les interventions de la Banque devraient mettre l'accent sur la réforme institutionnelle et en particulier sur la réforme du marché du travail pour les enseignants des écoles publiques. D'une façon plus générale, certains membres du Comité ont noté qu'il fallait faire davantage d'efforts pour renforcer la gestion et la gouvernance du secteur de l'éducation dans les pays concernés à travers les DPI et les SWAp, tout en reconnaissant les problèmes liés aux dimensions culturelles, institutionnelles et politiques. D'autres orateurs ont aussi noté l'importance des données et des outils d'évaluation pour les prises de décision, de même que

l'importance de l'adhésion déterminée des gouvernants aux réformes. Quelques questions ont été posées sur les effets de la décentralisation sur la gestion de l'éducation et la fragmentation des interventions de renforcement des capacités de l'éducation en Afrique.

Opérations de la Banque. Plusieurs intervenants ont noté que les projets multisectoriels faisaient augmenter la part des prêts en faveur de l'éducation primaire. Un membre du Comité s'est félicité de cette tendance, tandis que d'autres ont demandé s'il y avait une différence quelconque au niveau des acquis scolaires entre les éléments d'éducation des projets multisectoriels et les projets purement axés sur l'éducation. L'IEG a indiqué qu'il était trop tôt pour évaluer les différences au plan des acquis scolaires et que, de plus, il y avait très peu d'éléments d'éducation qui étaient essentiellement axés sur l'amélioration des acquis scolaires. Un membre du Comité s'est intéressé à l'impact du soutien apporté par la Banque sous forme de financement des dépenses de fonctionnement de l'éducation primaire, et un autre membre a évoqué le risque d'une dépendance à l'égard de l'aide.

Pietro Veglio
Président



Table des matieres

vii	Remerciements
ix	Avant-propos
xiii	Résumé analytique
xix	Sigles et abréviations
3	1 Introduction
	3 Promouvoir l'éducation primaire : Un objectif mondial
	4 L'évolution de la politique de la Banque mondiale en matière d'éducation primaire
	7 Objectifs et conception de l'évaluation
11	2 Évolution générale du soutien de la Banque à l'éducation primaire
	11 Évolution des prêts en faveur de l'éducation primaire
	16 Évolution des objectifs : De l'expansion aux acquis scolaires
	18 Travaux d'analyse financés par la Banque
	19 Évaluation des résultats des projets d'éducation primaire
23	3 Élargir l'accès des enfants défavorisés à l'éducation et améliorer leurs acquis scolaires
	23 Accès à l'éducation primaire
	32 Amélioration des acquis scolaires des élèves
41	4 Améliorer la gestion pour améliorer les résultats
	41 Améliorer la gestion
	43 Décentralisation
	44 Contrôle communautaire et responsabilité
	45 Système d'incitations pour les enseignants
	46 Suivi, évaluation et recherche
49	5 Conclusions et recommandations
	49 Conclusions
	52 Recommandations

55	Annexes
57	A: Objectifs et stratégies de la Banque mondiale pour l'éducation primaire
59	B: Méthodes de l'étude
63	C: Projets inclus dans l'échantillon retenu pour l'examen du portefeuille
67	D: Projets d'éducation et volume des prêts en faveur de l'éducation, 1963–2005, par pays
71	E: Quels sont les objectifs des pays qui participent à l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée?
73	F: Termes de référence de l'évaluation de l'éducation primaire pour les analyses effectuées au niveau des pays
77	G: Résumés des études de cas
99	H: Observations du Groupe consultatif externe
105	I: Réponse de la direction
111	J: Résumé du Président : Comité pour l'efficacité du développement (CODE)
115	Notes de fin
123	Bibliographie



Également disponibles...

Évaluations de projets réalisées par l'IEG

- IEG (Independent Evaluation Group, the World Bank). 2006. "Uruguay: Vocational Training and Technological Development Project, Basic Education Quality Improvement Project, and Second Basic Education Quality Improvement Project." Project Performance Assessment Report, Loans 1594, 3729, and 4381. World Bank, Washington, DC.
- . 2005a. "Niger: First Education, Primary Education Development, and Basic Education Sector Projects." Project Performance Assessment Report, Credits 1151, 1740, and 2618. World Bank, Washington, DC.
- . 2005b. "Yemen: Basic Education Project." Project Performance Assessment Report, Credit 2412-RY. World Bank, Washington, DC.
- . 2004a. "Honduras: Rural Primary Education Management Project and Basic Education Credit." Project Performance Assessment Report, Loan 2804 and Credit 2694. World Bank, Washington, DC.
- . 2004b. "Uganda: Primary Education and Teacher Development Project and Education Sector Adjustment Credit." Project Performance Assessment Report, Credits 2493 and 3049. World Bank, Washington, DC.

Monographies nationales de l'IEG

- Benavides, Martin, Martin Carnoy, Santiago Cueto, and Amber Gove. 2006. "Evaluation of the World Bank's Assistance to Primary Education in Peru: A Case Study." IEG, Washington, DC.
- Bender, Penelope, Abou Diarra, Koffi Edoh, and Marc Ziegler. 2006. "Evaluation of World Bank Assistance to Primary Education in Mali: A Case Study." IEG, Washington, DC.
- Berryman, Sue E., Amber Gove, Dana Saporu, and Anca Tirca. 2006. "Evaluation of the World Bank's Assistance to Basic Education in Romania: A Case Study." IEG, Washington, DC.
- Boissiere, Maurice, Safiullah Baig, Manisha Modi, and Fareeha Zafar. 2006. "Evaluation of World Bank Assistance for Primary Education in Pakistan: A Case Study" IEG, Washington, DC.

Document de référence de l'IEG

- Boissiere, Maurice. 2004. "Determinants of Primary Education Outcomes in Developing Countries." Background Paper for the Evaluation of the World Bank's Support to Primary Education. IEG, Washington, DC.
- . 2004. "Rationale for Public Investments in Primary Education in Developing Countries." Background Paper for the Evaluation of the World Bank's Support to Primary Education. IEG, Washington, DC.
- IEG (Independent Evaluation Group-World Bank). 2004. "Primary Education Portfolio Review." Background Paper for the Evaluation of the World Bank's Support to Primary Education. IEG, Washington, DC.

Évaluations d'impact de l'IEG

- IEG (Independent Evaluation Group-World Bank). 2004. *Books, Buildings, and Learning Outcomes: An Impact Evaluation of World Bank Support to Basic Education in Ghana*. IEG Study Series. Washington, DC: World Bank.

Pour tous les documents d'évaluation, voir <http://www.worldbank.org/ieg/education/>



9 780821 367926

16792

Small vertical text and additional barcode elements at the bottom of the page, including a series of vertical lines and tiny characters.

